

**Réponse au discours du trône  
par M. Shawn Graham,  
chef de l'opposition officielle**

**le 7 décembre 2004  
Extrait officieux du *Journal des débats* (hansard)**

[Traduction]  
003

13:05

Je tiens à féliciter S.H. le lieutenant-gouverneur d'avoir présenté son premier discours du trône. Peu de gens avaient aussi hâte d'entendre Son Honneur présenter son premier discours du trône que les parlementaires de ce côté-ci de la Chambre. Notre lieutenant-gouverneur a fortement contribué à la promotion de notre riche patrimoine culturel et de notre riche diversité culturelle. Au nom de l'opposition officielle, je lui souhaite beaucoup de succès dans ses importantes fonctions.

Monsieur le président, je tiens à vous remercier pour les conseils que vous continuez à prodiguer à la Chambre. Le travail qui est effectué ici est capital pour la santé de notre société démocratique, et je vous remercie de continuer à présider les délibérations avec équité et décorum.

[Original]

Je veux aussi profiter de l'occasion pour remercier le personnel de l'Assemblée législative pour le travail qu'il fait et l'aide qu'il nous fournit dans l'accomplissement de nos responsabilités.

[Traduction]

J'aimerais remercier en particulier le personnel du Bureau de l'opposition, car, sans le travail qu'il accomplit dans les coulisses, il nous serait impossible d'exécuter nos tâches à la Chambre. Je tiens aussi à remercier le caucus de l'opposition officielle. Nous revenons à la Chambre plus expérimentés, plus revigorés et plus enthousiastes que jamais.

[Original]

Nous accueillons au retour à la Chambre un député additionnel. Je connais Victor Boudreau depuis l'époque où nous étions tous deux chefs de cabinet et je sais qu'il comprend l'énorme potentiel ainsi que les responsabilités qui viennent avec le devoir de servir les gens du Nouveau-Brunswick.

[Traduction]

Bienvenue à notre caucus, Victor Boudreau.

J'aimerais aussi profiter de l'occasion pour remercier les gens de Kent de leur appui. À titre de député, je songe avec l'humilité à la responsabilité qu'ils m'ont confiée. Je continuera à travailler fort dans leur intérêt et je remercie les nombreuses personnes de Kent qui sont venues aujourd'hui pour être témoins du discours à l'Assemblée législative.

Je veux aussi remercier ma femme. Le service au public constitue souvent un défi difficile. Les heures sont longues. Nous rentrons au foyer à 22 heures. Ce serait difficile pour les parlementaires des deux côtés de la Chambre, sans des partenaires solides. Ce serait très difficile pour nous tous, et, aujourd'hui, je pense que nous devrions applaudir chaudement nos partenaires qui nous aident à réussir, ainsi que nos familles.

Je dois dire que, vendredi soir, j'ai eu l'occasion d'illuminer l'arbre de Noël de la province, en compagnie du premier ministre et de sa famille. Je dois dire que les deux enfants de ce dernier ont eu le meilleur comportement que j'ai vu depuis longtemps chez des enfants. Ils étaient très excités au sujet de Noël et, lorsque je leur ai dit que j'avais vu un lutin du père Noël derrière l'Assemblée législative et qu'il nous avait prévenu de garder nos discours courts, ils ont voulu aller voir en arrière pour voir où il se cachait.

Nos familles — qu'il s'agisse de celle de Roxanne, de la mienne à la maison ou de celle des parlementaires ici — sont aussi pour nous une source de force. Nous sommes par ailleurs grandement redevables à nos familles, qui nous ont aussi aidés dans l'actuel processus.

Le service au public n'est pas un simple travail. C'est une vocation. Depuis notre dernière session en juin, des personnes qui l'avaient compris nous ont quittés.

[Original]

Aussi, j'aimerais saisir l'occasion pour rendre hommage à deux personnes décédées récemment : Adjutor Ferguson et Adélarde Savoie. Le premier a servi comme député du comté de Gloucester de 1967 à 1978. Le deuxième, M. Savoie, a représenté Neguac de 1948 à 1952.

[Traduction]

J'aimerais aussi saluer la contribution apportée à notre province par Rod Logan et Gerald Merrithew.

Je voudrais aussi féliciter Shirley Dysart, ancienne chef du Parti libéral du Nouveau-Brunswick et chef de l'opposition, qui a reçu l'Ordre du Canada cette semaine.

004

13:10

Le service au public a ses propres exigences. Même si nous vivons dans une société paisible où nos traditions démocratiques sont fortes, je ne peux m'empêcher de penser aux gens qui luttent toujours pour obtenir des élections libres et équitables. En ce moment, un observateur des élections, originaire de Fredericton, est hospitalisé en Ukraine, où il se remet d'une agression subie au cours de ses activités.

Le discours du trône de jeudi nous rappelle à quel point est important le service au public. Qu'est-ce qui est vraiment en jeu à la Chambre? Rien de moins que l'avenir de notre province.

L'année 2004 a été une année de réflexion pour notre province, une occasion de réfléchir aux 400 ans d'histoire qui se sont écoulés depuis le premier établissement en Acadie et aux progrès que nous avons réalisés ensemble en tant que population et province.

[Original]

Aujourd'hui, nous célébrons la fête de l'Acadie. Que ce soit dans notre théâtre, notre musique ou notre âme, c'est une des parties essentielles qui fait que le Nouveau-Brunswick est unique. Nous étions fiers de célébrer le 400<sup>e</sup> anniversaire de l'héritage acadien cette année.

[Traduction]

Je pense être un fier produit des deux langues officielles au Nouveau-Brunswick aujourd'hui. Même si nous faisons des erreurs dans l'une ou l'autre langue officielle, nous éprouvons toujours du respect à l'égard des personnes qui font l'effort.

L'histoire de la province est fondée sur la confiance en une vie meilleure et sur le travail pour y arriver. Depuis plus de quatre siècles, des gens motivés par la foi et l'espoir bâtissent notre province — des luttes privées des exploitants agricoles et des pêcheurs qui, sur terre et mer, ont bâti une vie pour leurs familles aux luttes à caractère plus public de dirigeants comme Louis Robichaud, qui était convaincu que nous pouvions surmonter le scepticisme et bâtir une province où tous les gens comptent, peu importe leur langue ou religion. Nous sommes une province de bâtisseurs. Dans notre province, on estime que le dur labeur doit être récompensé. Dans notre province, l'ingéniosité, les compétences et la détermination de notre population sont notre plus grande ressource.

Les gens du Nouveau-Brunswick veulent un gouvernement qui les comprend et qui partage leurs valeurs. Je ne crois pas que les gens du Nouveau-Brunswick s'attendent à ce que le gouvernement s'occupe de tout, mais ils s'attendent à ce que leur gouvernement fasse quelque chose. Ils s'attendent aussi à ce que le gouvernement fasse ce qu'il a dit.

Jeudi, le gouvernement actuel a présenté un discours du trône comprenant 20 idées mises de l'avant dans des plateformes des Libéraux, dans des discours des Libéraux, dans des projets de loi des Libéraux ou dans des interventions des parlementaires libéraux. Ces idées se retrouvent dans l'ensemble du discours du trône du gouvernement, notamment celles qui suivent : bureau du curateur public, défenseur des enfants, meilleure application des ordonnances de soutien familial, meilleurs protocoles pour les victimes de mauvais traitements, réforme du bien-être, meilleur traitement des pompiers volontaires, exemptions fiscales pour le secteur du logement sans but lucratif, responsabilité financière et d'autres encore.

Les gens d'en face n'ont pas adopté les politiques en question parce qu'ils y croient. Ils ont adopté ces politiques parce qu'ils ont enfin admis ce que la population du Nouveau-Brunswick sait depuis un certain temps : les dirigeants du gouvernement n'ont ni vision ni idées qui leur sont propres. Ils peuvent certes parler comme des Libéraux, mais peuvent-ils gouverner ainsi? Non, parce que, même s'ils ont adopté nos idées, ils n'ont pas adopté nos valeurs.

Ce qui compte, c'est vivre selon les bonnes règles, selon les bonnes valeurs. C'est ce qui distingue un gouvernement qui change des vies pour le mieux de façon fondamentale d'un gouvernement qui ne fait qu'administrer des politiques et remuer de la paperasse.

Nous avons beaucoup entendu parler dernièrement de moyens pour faire participer davantage les gens à l'activité politique. Certaines personnes disent que nous devons changer la façon de voter des gens ou d'envoyer quelqu'un à l'Assemblée législative, mais je pense qu'il s'agit d'une question plus fondamentale. Nous devons veiller à ce que les travaux que nous accomplissons à la Chambre respectent et reflètent les valeurs des gens de notre province.

J'ai eu l'occasion de me rendre dans tous les coins de notre province, et, peu importe où je vais, des règles assez courantes guident les gens du Nouveau-Brunswick dans leur façon de vivre. Si l'on commence quelque chose, il faut la terminer. Si l'on accomplit une tâche, il faut y mettre du zèle. Si l'on dit quelque chose, il faut être sincère. Si l'on donne sa parole, il faut la tenir. Si l'on fait une erreur, il faut l'admettre puis la corriger. Surtout, il faut traiter les autres comme on aimerait être traité soi-même.

Imaginez si nous avions un gouvernement qui croyait à la dignité du travail, aux possibilités économiques pour tous, à l'autosuffisance et à l'autonomie.

[Original]

Imaginez si on avait un gouvernement qui faisait la promotion du respect des autres et qui croyait que le travail bien accompli devrait être récompensé.

Imaginez si on avait un gouvernement qui croit que chaque citoyen du Nouveau-Brunswick a en lui le potentiel et la possibilité d'avoir un futur meilleur.

Imaginez si on avait un gouvernement qui créait pour ses citoyens des possibilités de réaliser leur potentiel.

[Traduction]

Ceci n'est pas un rêve. Un gouvernement libéral en ferait une réalité.

[Original]

Ceci n'est pas un rêve. Un gouvernement libéral en ferait une réalité au Nouveau-Brunswick.

[Traduction]

Tout d'abord, un gouvernement libéral s'engagerait à être ouvert et franc avec les gens de la province. Nous ne nourrirons pas des attentes et nous ne ferons pas de fausses promesses. Nous tiendrons parole et maintiendrons le cap sur nos objectifs.

Nous avons, quant à la responsabilité et à la transparence financières, un plan qui satisfera la demande du public en matière d'intégrité et de reddition de comptes. Nous rejetons la notion selon laquelle les gens doivent saisir des subtilités afin de comprendre la véritable situation financière de la province.

C'est pourquoi nous présenterons de nouveau pendant la présente session la *Loi sur la transparence fiscale*. Cette loi inclura des lignes directrices de base telles que des rapports trimestriels vérifiés sur les recettes et les dépenses, des prévisions triennales des recettes et des dépenses, des plans d'activités à jour des ministères et des organismes, un calendrier budgétaire

établi et des jalons pour l'établissement des rapports.

Notre démarche en matière de responsabilité financière sera fondée sur la transparence et la franchise, qualités que nous ne constatons pas depuis cinq ans sous le gouvernement actuel. Le gouvernement actuel devrait attribuer du mérite au public. Notre population sait distinguer entre un excédent et un déficit. Elle ne se laisse pas leurrer par la science économique du pays des merveilles, selon laquelle le seul sens de «budget équilibré» est celui que le ministre des Finances en poste veut bien lui donner.

En plus d'être ouverts et responsables, nous établirions un programme d'action dynamique, car nous sommes d'avis que les gens du Nouveau-Brunswick sont à la hauteur des défis avec lesquels nous sommes aux prises. Nous savons aussi qu'ils veulent des dirigeants et dirigeantes prêts à écouter et prêts à agir.

[Original]

Nous serons un gouvernement qui croit au progrès et non seulement dans la valeur d'avoir un bon plan mais aussi dans l'application de ce plan. Voilà ce qui nous différencie du gouvernement actuel.

[Traduction]

Bon sang, voilà ce qui nous différencie nettement du gouvernement actuel.

006

13:20

La différence ne saurait être plus nette que dans le dossier de l'avenir d'Énergie NB. Bien entendu, il est prévisible qu'un parti de l'opposition diffère du gouvernement relativement au rôle des corporations de la Couronne. Je suis certain qu'on nous pardonne nos petites pointes de scepticisme face aux objectifs que le gouvernement a fixés pour une aussi importante entreprise de service public appartenant à l'État.

Toujours est-il que la situation désespérée d'Énergie NB ne peut être négligée sous le prétexte de simples différences de partis. La tentative malavisée de vendre Coleson Cove, le démantèlement prévu, annulé puis rétabli de l'entreprise de service public, le fiasco de l'Orimulsion au coût de 2 milliards de dollars, la confusion à savoir qui, s'il y a quelqu'un, participe aux négociations sur la remise à neuf de Point Lepreau, le congédiement en masse au niveau des cadres et les avis de licenciement pour les travailleurs et travailleuses d'Énergie NB... Maintenant, le nouveau chef de la direction menace d'apporter des majorations de tarifs d'électricité bien plus élevées.

La tendance est évidente. Au début, nous pensions que le gouvernement ne savait tout simplement pas ce qu'il faisait, mais, assurément, personne ne peut être aussi incompetent. Non, il y a quelque chose de bien plus inquiétant à l'origine de tels échecs.

[Original]

C'est un fait que le gouvernement n'aime pas Énergie NB. Il ne croit pas dans le principe d'une entreprise de service public appartenant à l'État.

[Traduction]

Le gouvernement ne croit pas dans une entreprise de service public appartenant à l'État. Si le gouvernement pouvait faire à sa guise, l'approvisionnement en électricité dont dépendent les gens du Nouveau-Brunswick serait à la merci du secteur privé, tout comme nous le sommes dans le cas de l'assurance automobile. Voilà où les valeurs du gouvernement actuel et celles des gens du Nouveau-Brunswick ne concordent plus. En fait, les gens du Nouveau-Brunswick veulent une entreprise de service public appartenant à l'État. Ils veulent la stabilité de prix que peut leur offrir une entreprise de service public. Ils veulent la garantie de service qui est la caractéristique fondamentale d'une entreprise de service public.

Que peut donc faire un gouvernement qui s'oppose catégoriquement à quelque chose auquel le public tient? Eh bien, dans le cas du gouvernement actuel, on tarde à prendre des décisions importantes, on sabote des accords valant des milliards de dollars et on laisse passer les occasions. On grève l'entreprise d'un niveau croissant de dettes. On laisse la qualité du service baisser. Puis, lorsque les tarifs montent en flèche et que la disponibilité de l'approvisionnement est incertaine, on veut que les gens en aient tellement assez d'Énergie NB que la vente de l'entreprise ne semble pas être une si mauvaise idée. En effet, les Conservateurs laisseraient la situation à Énergie NB se détériorer au point où il n'y aurait pas d'autre choix.

Pour éviter cela, nous voulons, à titre de Libéraux, remettre dans la *Loi sur l'électricité* la mention selon laquelle les besoins et le développement futur de la province sont la première priorité de l'entreprise de service public. Pour ce faire, nous présenterons au cours de la session des modifications de cette loi. Entre-temps, le gouvernement continuera de laisser passer des occasions dans le secteur de l'énergie en se désintéressant des possibilités enthousiasmantes dans le secteur.

Depuis longtemps, nous préconisons la mise au point de mesures incitatives afin de favoriser l'efficacité énergétique. Nous sommes contents que le ministre prenne de très timides mesures dans une telle direction. Toutefois, nous devrions peut-être préciser que, lorsque nous préconisons l'économie d'énergie, Monsieur Fitch, nous ne parlons pas de la vôtre. De fait, si vous pouviez consacrer un peu plus d'énergie à instaurer un programme d'économies en fonction de l'heure de la journée, nous en serions très reconnaissants.

Les Libéraux sont aussi engagés à appuyer la remise à neuf de Point Lepreau dans le cadre de notre plan visant la production diversifiée d'électricité.

[Original]

La remise à neuf de Point Lepreau est, de bien des façons, essentielle pour le futur du Nouveau-Brunswick. Premièrement, cette centrale réduit notre dépendance à l'égard des fournisseurs étrangers, qui, au fond, ne fait qu'envoyer nos richesses à l'extérieur de la province. La situation nous rend vulnérables à l'instabilité politique et aux fluctuations de prix.

[Traduction]

L'exploitation continue de Point Lepreau nous aidera aussi à contenir les émissions de gaz à effet de serre. Cela aidera non seulement le Canada à atteindre nos objectifs actuels en vertu de l'accord de Kyoto mais pourrait aussi donner lieu à une nouvelle source de richesses lorsque le

marché d'échange de droits d'émissions sera bien développé.

007

13:25

Il y a aussi l'« avantage du premier instigateur », dont peut profiter le premier territoire qui acquiert l'expérience et l'expertise dans le domaine. Au début de 2004, j'ai encouragé le gouvernement à agir plus rapidement afin de s'associer à Énergie atomique du Canada Limitée pour être le premier à remettre à neuf un réacteur CANDU. À cause de l'inaction du gouvernement actuel, nous avons été devancés par les Coréens, qui ont entrepris la remise à neuf de leur réacteur CANDU à Wolsong. Il est peut-être trop tard pour nous faire valoir, sur le marché international, comme les pionniers de la remise à neuf, mais nous pouvons toujours être les chefs de file quant à la technologie de la remise à neuf en Amérique du Nord. Il s'agit d'un marché clé pour les compagnies d'ingénierie et de fabrication spécialisée du Nouveau-Brunswick, telles qu'ADI, Neill and Gunter et Precision Metal Works.

Oui, la remise à neuf met en jeu des sommes importantes, mais les solutions de rechange sont limitées et irréalistes. Point Lepreau compte pour 635 MW de notre capacité de production. C'est beaucoup de capacité à remplacer si nous déclassons la centrale. Bien que nous ayons bon espoir que des investissements dans les nouvelles technologies de production d'électricité telles que l'énergie éolienne, l'énergie solaire ou l'énergie marémotrice créeront des solutions de rechange réalistes à long terme, de telles options ne peuvent offrir dès maintenant la capacité qu'il nous faudra dans un proche avenir.

Un avantage appréciable de la remise à neuf de Point Lepreau est que la plupart des dépenses de fonctionnement durant le cycle de vie de la centrale de Point Lepreau sont faites ici dans notre province. Aussi, la majeure partie des services spécialisés et des matériaux nécessaires à la remise à neuf de Point Lepreau se trouvent ici même dans notre province. Nous avons la main-d'oeuvre qualifiée, et des compagnies du Nouveau-Brunswick procèdent aux investissements nécessaires pour pouvoir soumissionner les travaux non seulement à Point Lepreau mais aussi en Ontario et ailleurs. Nous ne pouvons attendre que les Conservateurs se décident. À titre de Libéraux, nous croyons que c'est maintenant le temps de remettre à neuf Point Lepreau.

Nous avons aussi la possibilité de devenir de véritables chefs de file quant aux sources d'énergie du 21<sup>e</sup> siècle. La technologie de la pile à hydrogène, d'autres sources de gaz naturel et l'énergie marémotrice offrent toutes de grandes possibilités. En étant des chefs de file dans de telles technologies, non seulement nous assurons la disponibilité et la viabilité de notre approvisionnement en énergie, mais nous continuons aussi à réduire notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles et à augmenter les avantages pour notre environnement.

Nous devons chaque jour faire face au défi d'équilibrer progrès, viabilité et protection de nos ressources naturelles. C'est dans notre industrie forestière que ce défi est le plus lourd. Il s'agit de l'industrie la plus importante du Nouveau-Brunswick. Elle est aussi importante pour nous que les champs pétrolifères le sont pour l'Alberta.

Il ne s'agit pas seulement des grandes corporations d'exploitation forestière. Il s'agit aussi d'appuyer les innombrables petites compagnies qui exploitent des scieries, des usines de

panneaux de particules, des usines de bardeaux et des usines de placages, telles que Fawcett Lumber à Petitcodiac, Scieries Chaleur à Belledune et North American Forest Products à Saint-Quentin. Il y va des gens qui travaillent dans ces usines et de la façon dont leur gagne-pain dépend de l'industrie forestière. C'est pourquoi les gestes qu'ont posés vendredi dernier les parlementaires conservateurs m'ont dégoûté. Lorsque nous avons proposé une motion portant débat de véritables changements qui aideraient de tels travailleurs et travailleuses, aujourd'hui à la Chambre, les parlementaires conservateurs ont choisi de quitter le travail de bonne heure et de rentrer chez eux.

L'industrie forestière se trouve aujourd'hui à une croisée des chemins, en ce qui a trait non seulement à la quantité mais aussi à la qualité de notre production. Nous devrions poursuivre d'autres investissements et possibilités à valeur ajoutée. Nous devrions nous assurer que, chaque fois qu'un arbre est récolté, il est transformé au moyen du processus à valeur ajoutée le plus efficace. Lorsque nous exportons de la fibre ligneuse non transformée, nous exportons des emplois.

008

13:30

Je sais que des gens préoccupés de la Miramichi sont ici aujourd'hui. En tant qu'élus, nous devons être très clairs : nous ne pouvons permettre l'exportation de copeaux à l'extérieur de la province à long terme. Une telle fibre ligneuse doit demeurer dans la province afin de créer des emplois à la plus grande valeur ajoutée possible pour les travailleuses et travailleurs ici présents aujourd'hui.

De nombreuses compagnies ont bien réussi en investissant dans les collectivités où elles sont situées et en veillant à ce que les installations soient les plus modernes et les plus perfectionnées possible sur le plan technologique. Cependant, il y a un certain nombre de collectivités où les compagnies forestières n'ont pas fait les investissements nécessaires dans leurs installations. Comme nous l'avons constaté au cours des derniers mois, un tel manque de planification nuit à des centaines d'hommes et de femmes qui dépendent d'emplois dans le secteur forestier pour gagner leur salaire.

J'ai eu l'occasion de visiter la Miramichi à maintes reprises. La ville et la région ont été durement touchées par la fermeture prochaine de l'usine de papier kraft de UPM - Kymmene. Un grand rassemblement s'est tenu là-bas il y a quelques semaines. Des centaines et des centaines de gens de la Miramichi sont allés exprimer leur douleur et leur confusion. Les gens voulaient entendre leurs chefs politiques parler du dévouement qu'ils ont pour la région et des projets qu'ils envisagent pour l'avenir de l'industrie de la région.

En arrivant à la réunion et en sachant qu'il n'y avait pas de réponses simples, je disposais de peu d'options quant à ce que je devais faire. Je pouvais virer de bord, ne pas me présenter à la réunion et laisser mes parlementaires s'occuper de la situation tout seuls. Je pouvais me présenter sur l'estrade et dire aux travailleurs ce qu'ils voulaient entendre, en sachant au fond du cœur que je leur donnais des espoirs et des attentes irréalistes. Ou alors, je pouvais me présenter et dire la vérité. Certes, les deux premières options auraient été faciles, mais seule la dernière était la bonne. J'ai donc dit la vérité. Et la vérité est que nous ne pouvons pas retourner en

arrière. Nous ne pourrions peut-être jamais rétablir la situation comme elle était avant, mais cela ne veut pas dire que nous ne pouvons pas l'améliorer.

Je rejette l'idée que notre industrie forestière est sur son déclin. J'ose croire que les meilleurs jours de l'industrie forestière et de la Miramichi sont à venir, mais il faut apporter des changements, ce que tous les élus ont l'obligation morale de poursuivre avec passion.

[Original]

Nous avons besoin de mesures incitatives qui récompenseront les compagnies investissant dans la meilleure technologie, les meilleures installations et les emplois les mieux rémunérés.

[Traduction]

Nous devons moderniser nos usines de pâtes et papiers. Nous devons également prendre un engagement à l'égard d'un fonds de sylviculture de 10 ans pour les propriétaires de terrains boisés privés afin de favoriser la stabilité et la planification à long terme. Grâce à des décisions stratégiques aujourd'hui, nous pouvons montrer au monde que les gens du Nouveau-Brunswick peuvent non seulement faire concurrence mais que nous pouvons aussi tracer la voie au chapitre des possibilités d'emplois et des produits à valeur ajoutée. Nous devons envisager nos défis actuels dans l'industrie forestière comme une ouverture vers les débouchés et l'espoir. Les gens de Nackawic et de Miramichi d'aujourd'hui s'attendent à rien de moins.

Ce matin, nous avons entendu des nouvelles troublantes. Pas plus tard que vendredi dernier, la ministre de la Formation et du Développement de l'emploi a assuré au député de York que le régime de pension des travailleurs à St. Anne-Nackawic était en bonnes mains. Oui, le régime est sous-capitalisé, a-t-elle dit, mais le gouvernement a exprimé sa confiance selon laquelle l'administrateur nommé par la province ferait de son mieux pour sauvegarder le régime de pension. Eh bien, ce matin, nous avons appris que seuls les travailleurs de 55 ans et plus toucheront des prestations de retraite et qu'il s'agira seulement d'une pension partielle.

009

13:35

Il ressort clairement que l'ancienne direction de l'usine devra répondre à des questions à savoir pourquoi le régime de pension était sous-capitalisé, mais il y a aussi des questions à poser au gouvernement actuel. La province est responsable de la réglementation et de la régie des régimes de pension. Où était le commissaire provincial aux pensions? Pourquoi le commissaire n'a-t-il pas prévenu le gouvernement que le régime de pension était en difficulté? Pourquoi la ministre a-t-elle laissé la situation se produire? Il se peut qu'une solution à la crise soit trouvée.

J'exhorterais la province à rencontrer le syndicat et le gouvernement fédéral pour voir s'il est possible de sauvegarder la pension. À titre de première démarche pour veiller à ce que la situation ne se reproduise pas, le bureau du commissaire aux pensions devrait effectuer un examen annuel des régimes de pension sous-capitalisés, plutôt que de s'en tenir à la pratique actuelle d'un examen des régimes de pension aux trois ans seulement. En outre, le commissaire aux pensions devrait être tenu d'effectuer des vérifications plus fréquentes des régimes de pension actuellement sous-capitalisés et d'ordonner le prompt rétablissement financier de ces régimes. À titre de parlementaires, nous ne devons pas abandonner les travailleurs et leurs

familles en des moments difficiles, et nous le ferons pas.

Afin de bâtir le Nouveau-Brunswick, il faut croire à l'excellence de nos idées, de nos capacités, de nos produits et de notre population. Cela veut dire qu'il ne faut pas donner des avantages indus à des multinationales milliardaires aux dépens des entreprises de chez nous. Cela veut dire qu'il ne faut pas fournir des bénéfices gratuits à des compagnies de l'extérieur qui exercent des pressions dans d'autres provinces en vue de nuire à des compagnies du Nouveau-Brunswick. Cela veut dire qu'il ne faut pas permettre aux travailleurs et travailleuses de l'extérieur de venir prendre nos emplois alors que leur province interdit l'entrée à nos travailleurs et à nos travailleuses. Cela veut dire qu'il faut lutter chaque jour pour notre province, nos entreprises et nos travailleurs et travailleuses, ce que vous n'avez pas fait pas, Monsieur le ministre.

[Original]

Nous croyons que le système de libre entreprise crée de meilleurs choix et de meilleures possibilités d'emploi lorsqu'il y a compétitivité. C'est pourquoi nous croyons qu'il faut réduire les barrières qui empêchent le libre-échange de produits et de services entre les provinces, mais nous ne pouvons pas unilatéralement réduire les barrières tarifaires qui protègent nos industries provinciales et nos travailleurs sans des ententes avec nos partenaires provinciaux. C'est une question de justice.

[Traduction]

De ce côté-ci de la Chambre, nous croyons que la justice va dans les deux sens. C'est pourquoi nous présenterons de nouveau la *Loi sur la mobilité de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction*. Cette loi mettrait fin à la pratique qui donne à des travailleurs de la construction d'autres provinces libre accès à nos chantiers de construction, alors que nos propres travailleurs ne jouissent pas des mêmes droits dans ces autres provinces. Après tout, c'est une question de justice. Vous avez eu un an et demi et vous n'avez rien fait.

La justice est aussi importante au sein de notre province. Que l'on décide de travailler dans les régions rurales du Nouveau-Brunswick ou dans un de nos centres urbains, nous voulons être certains que l'on a les outils et les possibilités nécessaires à la croissance. Un des outils devrait être la création d'un programme de crédit d'impôt sur les investissements pour le Nouveau-Brunswick. Ce programme favoriserait, par des corporations au Nouveau-Brunswick, des investissements accrus et soutenus qui donneraient des profits à long terme, au lieu de voir nos compagnies fermer leurs portes ou s'enfuir de la province une fois que les subventions sont épuisées ou que les modalités du prêt-subvention sont remplies.

Nous créerions aussi un contexte favorable à la recherche et à l'innovation en instaurant des partenariats avec des entreprises, des universités et des collèges dans l'ensemble du Nouveau-Brunswick. L'innovation est un domaine qui n'appartient pas seulement à l'économie du savoir en milieu urbain. Les collectivités rurales dans l'ensemble de la province savent que l'ingéniosité peut aussi transformer leurs industries traditionnelles.

[Original]

La clé de notre progrès est le développements de nos collectivités, quelle que soit leur grandeur. Nous nous sommes engagés à travailler avec nos municipalités afin d'assurer qu'elles aient à leur disposition les infrastructures qui leur permettront de grandir, qu'il s'agisse de routes, de l'eau, de télécommunications ou de services de traversier.

[Traduction]

Voilà qui explique notre engagement à investir dans le transport, notamment dans un fonds spécial pour les routes rurales ainsi que dans un plan triennal d'infrastructure pour le nord-est du Nouveau-Brunswick, y compris les routes 11 et 17.

Nous devons renverser la décroissance démographique dans la province. Ce peut être le plus important enjeu à long terme pour tout gouvernement, et il faut agir. Nous devons retenir les gens que nous avons déjà et en attirer d'autres qui choisiront de venir bâtir leur avenir ici. Nous pouvons atteindre la croissance démographique si nous nous engageons à l'égard d'une politique d'immigration.

Que pouvons-nous faire? Nos universités offrent une occasion formidable à cet égard. Un grand nombre d'étudiants et d'étudiantes du postsecondaire d'autres provinces et même d'autres pays viennent ici pour obtenir une éducation de qualité dans nos établissements postsecondaires. Nos propres étudiants et étudiantes tirent profit d'une telle interaction, mais il arrive trop souvent que, une fois leurs études terminées, ils soient attirés par des possibilités qui s'offrent ailleurs. Pour encourager les diplômés à rester, qu'ils soient nés au Nouveau-Brunswick ou ailleurs, nous instaurerions un avantage fiscal. Cet avantage permettrait aux diplômés vivant au Nouveau-Brunswick de rembourser plus rapidement leur prêt étudiant et les aiderait à s'établir dans nos collectivités et nos grandes villes.

Voilà une initiative qui assurerait à notre province une population active croissante, instruite et hautement qualifiée. Il s'agit aussi d'un puissant argument en faveur de réductions d'impôt stratégiques — des réductions d'impôt ciblant des objectifs concrets et réalisables. Ce serait un pas vers une population accrue ici au Nouveau-Brunswick.

Des collectivités dynamiques et prospères sont essentielles pour garder nos jeunes dans notre province. Bien que la croissance économique soit un facteur important, rien ne rend une collectivité plus attrayante qu'un milieu culturel diversifié et dynamique. Le Nouveau-Brunswick tire une grande fierté de nos artistes, artisans, poètes et dramaturges. Qu'il s'agisse de théâtre régional ou de festival communautaire, notre culture au Nouveau-Brunswick véhicule les aspirations et le vécu de notre population.

[Original]

Bien que notre culture soit forte et présente, notre politique culturelle doit être renouvelée. Un bon exemple est la politique du livre. Le Nouveau-Brunswick devrait établir un programme afin d'appuyer la publication et la distribution des travaux originaux des artistes néo-brunswickois.

[Traduction]

Outre des travaux en français et en anglais, j'estime qu'un hommage pertinent au regretté Fred Cogswell, un distingué poète et éditeur néo-brunswickois, serait de réserver, dans un tel

programme, un montant fixe pour la traduction littéraire. Cette année marque le 50<sup>e</sup> anniversaire de la maison d'édition Fiddlehead Poetry Books, fondée par le P<sup>r</sup> Cogswell. La plupart des gens la connaissent aujourd'hui sous l'appellation de Goose Lane Editions.

Nous devons faire en sorte que nos écoles dispensent la meilleure éducation possible, que nos métiers spécialisés soient renforcés et que des jeunes du Nouveau-Brunswick ne soient pas obligés de renoncer à leur rêve d'une meilleure éducation par crainte de l'endettement au titre d'un prêt étudiant. C'est pourquoi je suis content que le député de Fredericton-Fort Nashwaak dépose de nouveau, au cours de la session, la *Loi modifiant la Loi sur l'aide à la jeunesse*, qui supprimera, des prêts étudiants, l'exigence visant la contribution parentale.

011

13:45

Nous devons nous occuper du problème de l'infrastructure vieillissante des universités de notre province. Le temps est venu d'envisager l'émission d'obligations garanties par le gouvernement afin de financer des investissements si importants dans nos établissements postsecondaires. Au lieu de nous limiter à travailler avec des établissements financiers de l'extérieur de la province, établissons des partenariats avec nos « credit unions » et nos caisses populaires. L'émission d'obligations permettrait non seulement de recueillir les fonds nécessaires pour l'infrastructure de nos universités et collèges, mais elle offrirait aussi aux gens du Nouveau-Brunswick un moyen sûr d'investir leurs économies.

Au cas où les gens auraient besoin d'un rappel, de nouvelles dépenses liées à l'infrastructure universitaire créent des emplois ici dans la province. Si vous voulez voler l'idée, comme vous l'avez fait pour toutes les autres idées, ne vous gênez pas.

Lorsque nous parlons de créer un milieu favorable aux possibilités, nous ne voulons pas seulement créer ces possibilités pour un nombre limité de personnes. Nous créons un milieu favorable aux possibilités pour tous les gens du Nouveau-Brunswick, et cela signifie s'attaquer à la pauvreté dans la province.

[Original]

Il nous a été démontré maintes et maintes fois que l'éducation est un outil puissant pour combattre la pauvreté. Il est important d'instaurer un programme éducatif à la garderie pour nos enfants dès que possible. Un tel programme donnera aux parents les outils nécessaires pour combattre la pauvreté et leur permettra de travailler pour prendre soin de leur famille.

Il nous faut examiner comment le gouvernement du Nouveau-Brunswick peut attaquer le défi de la pauvreté. Nos institutions éducatives, organismes communautaires et communautés autochtones ont aussi un rôle à jouer afin de réduire le problème qu'est la pauvreté. D'autres outils tels que les réductions d'impôt pour ces gens, l'augmentation du salaire minimum, l'accès à l'aide sociale, l'accès aux programmes sportifs et plus de logements sociaux sont tous d'une grande importance dans le combat contre la pauvreté. Ce sont tous des sujets qui doivent être étudiés à fond malgré les controverses possibles.

La pauvreté au Nouveau-Brunswick n'est guère un problème unique au gouvernement de la

province. La pauvreté est un problème de société qui touche chacun et chacune d'entre nous.

[Traduction]

Le premier ministre aime parler des 40 000 personnes à faible revenu qui ne paient plus d'impôt. C'est bien. Ce qui n'est pas bien est le fait que, quand il se vante, il ne demande jamais pourquoi 40 000 personnes du Nouveau-Brunswick s'efforcent de vivre de revenus inférieurs à 20 000 \$ par année. Voilà la vraie question. Voilà le vrai défi. Il s'agit d'un défi que les réductions d'impôt ne peuvent pas surmonter. C'est seulement en offrant des possibilités que nous pouvons surmonter un tel défi. C'est en assurant l'accès à l'acquisition de compétences et à l'éducation, en enlevant les obstacles à l'autonomie et en créant des emplois stables et bien rémunérés qu'on arrivera à briser le cycle de la pauvreté. À titre de Libéraux, nous sommes prêts à relever le défi.

Nous continuerons d'insister pour obtenir des réponses quant au plan des soins de santé. La population Nouveau-Brunswick attend toujours les détails exacts du plan de la santé et elle veut savoir pourquoi les gens du gouvernement ont fait les choix qu'ils ont faits. Nous savons, selon l'expérience de Saint-Quentin, qu'ils n'ont pas regardé une carte.

[Original]

Nous savons, d'après ce qui s'est produit à Caraquet, que le gouvernement n'a pas tenu compte des besoins linguistiques et des besoins des futures mères de Lamèque et de Miscou. Il est nécessaire que vous écoutiez ceci : Ces futures mères doivent maintenant voyager deux heures sur les routes afin d'obtenir des soins médicaux lors de leur accouchement.

[Traduction]

012

13:50

Nous savons que le plan de la santé pour le Haut-Saint-Jean a été formulé sans les études appropriées de planification qui devraient accompagner de tels changements. Après avoir parlé avec des professionnels de la santé, nous savons que le gouvernement n'a pas tenu compte des questions de recrutement et de maintien en service. Pas plus tard que le 28 novembre, la Société médicale du Nouveau-Brunswick a réaffirmé que les ressources pour mettre en oeuvre le plan de la santé sans compromettre la vie des gens du Nouveau-Brunswick ne sont pas en place.

J'ai eu l'occasion au cours de l'été dernier de rencontrer les conseils d'administration des régions régionales de la santé, et il est plutôt clair que, à leur avis, le plan ne correspond pas à leurs priorités. C'est pourquoi nous présenterons des modifications de la *Loi sur les régions régionales de la santé*, pour que les directeurs généraux rendent compte aux conseils d'administration régionaux et non à la sous-ministre de la Santé et du Mieux-être.

Le premier ministre et son gouvernement aiment dire que les soins de santé ne sont pas seulement une question de lits. Nous devons en convenir, mais le problème est que le gouvernement a très peu fait pour le renouvellement promis de notre système de soins de santé, sauf réduire le nombre de lits. Le gouvernement n'a réalisé aucun progrès pour moderniser les services d'ambulance, même si ceux-ci sont un lien vital pour les nombreux hôpitaux ruraux qui perdent leurs services de soins de santé. Le dossier du personnel infirmier praticien est au point mort, et les programmes de formation pour le personnel infirmier praticien demeurent

sous-financés. Nous savons que 16 membres du personnel infirmier praticien sont inscrits dans la province mais que seulement 11 remplissent effectivement un tel rôle. Rien n'a été fait en vue d'établir une base de données pour la surveillance des médicaments sur ordonnance, bien qu'il s'agisse d'un outil important dans la lutte contre la pharmacodépendance et qu'il représente un premier pas vers la création du dossier de santé électronique unique. Incidemment, il s'agit du premier engagement pris par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse dans son dernier budget. Les secteurs de la santé publique et de la santé mentale continuent d'être sous-financés et sous-dotés. La répartition du matériel hospitalier ne se fait pas en fonction des besoins. Elle vise plutôt à apaiser les blessures d'amour-propre du ministre, à mesure qu'il se déplace dans la province.

[Original]

Le gouvernement actuel ignore les occasions qui se présentent de travailler avec nos voisins des autres provinces Maritimes, afin de jeter un regard à l'achat en vrac des médicaments sur ordonnance. Nous devons être proactifs en déterminant les occasions où les provinces Maritimes peuvent travailler ensemble et partager leur expertise en matière de santé.

[Traduction]

Le fait est que le plan de la santé proposé n'a vraiment rien à voir avec le renouvellement des soins de santé. Il s'agit de symboles plutôt que de résultats. Il s'agit d'une réduction des coûts et de politiciaillerie. Le gouvernement actuel devrait avoir honte.

Nous aimerions aussi voir le gouvernement accorder plus d'attention à la lutte contre l'inactivité physique et l'obésité. Nous savons que les enfants de parents actifs seront des enfants actifs. Nous croyons qu'il est temps d'examiner la faisabilité d'un avantage fiscal pour les gens du Nouveau-Brunswick qui s'abonnent à un club de santé ou à un gymnase, afin d'inciter plus de gens à être actifs. Ce n'est qu'une question de bon sens. Si l'on se sert déjà du régime fiscal pour aider les gens à payer leurs frais médicaux, pourquoi ne pas s'en servir pour promouvoir aujourd'hui des modes de vie plus sains au Nouveau-Brunswick?

Nous devons aussi encourager nos jeunes à participer à des sports. En août 1972, notre province a célébré les jeux du Nouveau-Brunswick, à Edmundston. Nous avons connu beaucoup de succès avec les Jeux de l'Acadie, et nous poursuivrions dans la même voie. Toutefois, j'annonce aujourd'hui qu'un gouvernement libéral rétablirait les jeux du Nouveau-Brunswick, en alternant entre des jeux d'été et des jeux d'hiver, ce qui constituera une activité qui réunira des jeunes et des jeunes athlètes de tous les milieux linguistiques et culturels pour célébrer l'esprit sportif, l'athlétisme et la fierté dans notre province. Les jeux du Nouveau-Brunswick serviraient aussi de point de départ solide pour améliorer notre participation aux Jeux du Canada, auxquels j'ai eu l'occasion de participer en 1985.

013

13:55

Nous devons nous efforcer d'accorder davantage de priorité à l'éducation physique dans nos écoles. Nos moyennes actuelles sont de 100 minutes par semaine par élève dans les écoles anglophones et de 40 minutes dans les écoles francophones. La Canadian Medical Association recommande un minimum de 150 minutes par élève par semaine. Il faudra ajouter plus de

spécialistes et de professeurs d'éducation physique dans notre système d'éducation pour apporter de telles améliorations.

À titre de Libéraux, nous croyons qu'il s'agit d'un investissement dans la santé et le mieux-être futurs de notre province. C'est pourquoi l'interdiction d'aliments vides ne va pas assez loin, même si, à première vue, l'idée semble bonne. On n'est pas plus avancé en enlevant les aliments vides si, par la même occasion, on a réduit le financement des programmes de sports et d'autres activités parascolaires. Le geste le plus important que nous puissions poser pour accroître l'activité chez nos enfants est de les faire bouger en les faisant participer à des sports et à des cours d'éducation physique. Le gouvernement actuel a omis de prendre un engagement à cet égard, mais un nouveau gouvernement libéral n'hésitera pas à agir.

[Original]

Pour ce qui est de l'assurance automobile au Nouveau-Brunswick, le gouvernement ne semble aucunement être à l'écoute des besoins des gens de cette province. La Commission des assurances du Nouveau-Brunswick, nommée par ce gouvernement, a rendu sa première décision en novembre. Cette décision a été rendue sans que les préoccupations des assurés aient été entendues et avant même que le défenseur du consommateur en matière d'assurances du Nouveau-Brunswick soit nommé. Le gouvernement actuel s'attribue le mérite du rabais de la première chance donné aux jeunes assurés, malgré le fait que tous les assurés paient pour le système et malgré les profits énormes réalisés par l'industrie. Le système d'assurance publique proposé par le comité spécial aurait mis fin à la discrimination envers les jeunes conducteurs. Sous un système d'assurance publique, le coût aurait été défrayé par les mauvais conducteurs et non par tous les assurés.

[Traduction]

Nous ne pouvons aller de l'avant d'aucune autre manière. Au lieu de compter sur d'autres pour nous fournir l'assurance automobile dont nous avons besoin, nous pouvons compter sur nous-mêmes, à titre de gens du Nouveau-Brunswick. Nous avons évalué les options et nous croyons qu'un courtier en assurance automobile publique, en collaboration avec le réseau de courtiers d'assurance de l'ensemble de la province, peut fournir aux gens du Nouveau-Brunswick de l'assurance convenable à des prix abordables.

Lorsque nous avons soulevé la question de l'assurance automobile pour la première fois il y a plusieurs années, c'étaient au départ les personnes âgées du Nouveau-Brunswick qui avaient soulevé la question. Comme pour bien d'autres domaines de politique, ce sont souvent les personnes ayant une expérience de vie plus vaste, nos personnes âgées, qui décèlent les points chauds de nos politiques d'intérêt public. Aujourd'hui, en raison du coût des soins en foyers de soins, des personnes âgées vivent dans la peur et sont préoccupées. Nous avons été clairs : Un gouvernement libéral donnera priorité aux questions relatives aux personnes âgées, qu'il s'agisse de changer la manière de financer les foyers de soins ou de la manière de gérer les programmes de médicaments sur ordonnance.

Comme mon collègue de Moncton-Nord l'a déclaré la semaine dernière, nous vivons maintenant dans une province où, pour avoir accès à des soins infirmiers pour elles-mêmes ou leurs proches, les personnes âgées sont obligées de composer avec les formalités administratives du

gouvernement. Les règles sont tellement embrouillées, tellement absurdes, que le gouvernement préférerait voir divorcer des conjoints de toute une vie plutôt que de les traiter avec le respect qui leur est dû. Monsieur Lord, nous parlons des gens qui ont bâti la province. Que révèle une telle situation au sujet de la province? Que révèle-t-elle au sujet du gouvernement actuel?

Tout revient à une des règles fondamentales qu'observent les gens du Nouveau-Brunswick : traiter les autres comme on veut être traité soi-même. C'est une règle importante.

014

14:00

Malgré tout ce que le gouvernement actuel a dit au sujet du conservatisme empreint de compassion, c'est une règle qu'il ne cesse d'enfreindre. Si des personnes âgées qui ont travaillé assidûment toute leur vie doivent pourtant choisir entre les médicaments et le chauffage, où est la compassion? Si des adolescents errent dans la rue, n'ayant nulle part où aller à cause de l'engrenage des formalités administratives, où est la compassion? Si une mère célibataire veut cesser de dépendre du bien-être mais ne peut le faire parce qu'elle n'a pas accès à des services de garderie si elle accepte un emploi de nuit, où est la compassion? Nous savons à quoi rime le conservatisme empreint de compassion. Cela me rappelle une déclaration de John Kenneth Galbraith, selon laquelle les conservateurs qui se disent empreints de compassion pensent que le gros problème de la société d'aujourd'hui est que les pauvres ont trop d'argent et que les riches n'en ont pas assez. Le peu de compassion que ces conservateurs ont est réservée aux multinationales en quête de subventions.

Les gens de l'autre côté aiment parler de leur bilan en termes quantitatifs, en dollars ou en pourcentages. Ils aiment réduire la vie des gens du Nouveau-Brunswick à un graphique pratique, à barres ou circulaire. Toutefois, ils oublient que beaucoup de choses qui comptent vraiment ne peuvent pas être mesurées en dollars ou en pourcentages mais qu'il est seulement possible de les ressentir de façon qualitative. Comment mesurer la confiance ou le potentiel? Avec quelle unité mesurer l'espoir?

[Original]

Est-ce que ce sont seulement les dollars qui comptent dans le système de soins de santé lorsque nous ne pouvons pas trouver un médecin de famille ou que les salles d'urgence sont fermées? Pouvons-nous vraiment affirmer que l'éducation offre un apprentissage de qualité lorsque les bibliothèques scolaires ont de la difficulté à rester ouvertes?

[Traduction]

Le plan de prospérité fonctionne-t-il lorsqu'on tente d'étirer de plus en plus le même chèque de paye?

À la fin de la présente session, les gens du Nouveau-Brunswick connaîtront un peu mieux les priorités des parlementaires conservateurs d'en face et ils connaîtront beaucoup mieux les priorités des parlementaires de ce côté-ci. Les Conservateurs croient que le gouvernement est un mal nécessaire. Certains jours, je ne suis pas sûr qu'ils le trouvent même vraiment nécessaire. À titre de Libéraux, nous croyons que le gouvernement peut être une force au service du bien. Les Conservateurs croient que le gouvernement devrait se croiser les bras. Dans la vie des gens, ce

qui arrivera arrivera. À titre de Libéraux, nous croyons que les gouvernements devraient participer activement à la défense de notre population et à la poursuite de notre destinée collective. Les Conservateurs croient qu'il est correct d'abandonner avant même de commencer. À titre de Libéraux, nous croyons qu'il ne faut pas abandonner la course à mi-chemin. Il faut lutter jusqu'à la fin.

Le gouvernement actuel croit que le Nouveau-Brunswick peut faire concurrence en tant que société où les impôts, les salaires et les services sont peu élevés. Il y aura toujours des pays comme le Brésil et la Chine, qui produiront plus de biens à meilleur prix en rémunérant peu leurs travailleurs, en ravageant l'environnement ou en maintenant des normes inférieures de sécurité et de soins. Nous ne pouvons tout simplement pas remporter la course au fond de baril et nous ne le voudrions pas. Toutefois, grâce au bon plan — au plan libéral —, nous pourrions remporter la course au sommet, et nous sommes prêts.

Je dirais ceci aux gens du Nouveau-Brunswick, aux gens qui sont présents à la Chambre et qui sont venus nous écouter : Si vous croyez que notre province a atteint son plein potentiel, que nous ne pouvons aller plus loin, que nous ne pouvons avoir mieux, vous devriez alors faire en sorte que les gens de l'autre côté du parquet y demeurent. Toutefois, si vous croyez qu'il nous reste du potentiel à réaliser, que nous avons encore des rêves non réalisés et que nos meilleurs jours restent à venir, je peux alors vous assurer qu'il n'y a qu'une seule équipe pour vous : l'équipe libérale. Je vous donne ma parole que nous sommes dans la course ensemble et que, ensemble, nous gagnerons.

015

14:05

(**M. Holder** propose l'ajournement du débat.

**L'hon. M. Green** propose l'ajournement de la Chambre.

La séance est levée à 14 h 7.)

---